

Sur une touche plus optimiste, la deuxième différence importante est l'augmentation continue du nombre de répondants estimant que la situation de l'industrie de l'automobile et des pièces d'automobiles s'améliorerait avec un Accord de libre-échange (36 % lors de la troisième phase; 29 % en octobre). Jusqu'à la fin de la première phase en novembre, les Canadiens se disaient majoritairement d'avis que l'accord nuirait à l'industrie de l'automobile. Cette tendance a atteint son apogée lors de la première phase, 59 % des répondants se disant de cet avis; toutefois, elle semble s'être renversée lors de la deuxième phase, seulement 50 % des répondants déclarant que l'industrie de l'automobile et des pièces d'automobiles pâtirait d'un tel accord.

Les effets positifs ou négatifs attendus du libre-échange sur chacun des secteurs industriels énumérés au Tableau 6 restent fortement reliés au degré d'appui ou d'opposition à l'accord, comme l'indiquent les coefficients Gamma. La relation entre les prévisions quant aux effets de l'accord sur l'industrie de l'automobile et des pièces d'automobiles et l'appui ou l'opposition à l'accord est beaucoup plus forte qu'elle ne l'était en octobre. Cette remarque vaut également pour le lien entre les effets prévus sur l'industrie des pêcheries et des produits de la pêche.

Sur le plan régional, l'Ontario et le Québec se distinguent une fois de plus. Les Ontariens restent un peu plus pessimistes que la moyenne des répondants quant aux effets de l'accord sur certains secteurs industriels. Lors des deux premières phases du sondage, deux-tiers des Ontariens ont déclaré qu'à leur avis, l'Accord de libre-échange nuirait à l'industrie de l'automobile et des pièces d'automobile; lors de la troisième phase du sondage, cette position s'est quelque peu atténuée, 56 % des résidents ontariens se disant de cet avis.

Confirmant les résultats d'octobre, les Ontariens restent pessimistes pour l'avenir de l'industrie vinicole, 67 % au moins des répondants de chacune des trois phases estimant que la situation de cette industrie empirerait dans le cadre du libre-échange. L'inquiétude exprimée quant à l'industrie du cinéma, des livres et des revues s'est constamment renforcée entre le mois d'octobre et durant les deux premières phases de l'étude (octobre : 51 % des répondants estimant que la situation empirerait; deuxième phase : 56 % des répondants se disant de cet avis), avant de retomber à 47 % lors de la dernière phase.